

## Le président du Burundi salue les avancées démocratiques de son pays

PANA, 27 août 2012 Bujumbura, Burundi – Le président du Burundi, Pierre Nkurunziza, a salué lundi les progrès accomplis par son pays dans son processus de démocratisation, se félicitant de la vitalité des institutions publiques. "Le fait que nous sommes en train de célébrer deux ans au bout desquels le Burundi est dirigé par des institutions issues des élections libres est un signe éloquent que la démocratie s'enracine progressivement dans notre pays", a-t-il déclaré à l'occasion de la célébration du deuxième anniversaire de son second mandat de cinq ans au pays.

"Cet anniversaire devrait être pour nous une occasion favorable de réexaminer minutieusement la manière dont les dernières élections se sont déroulées dans le souci de renforcer la culture démocratique dans notre pays", a ajouté le président Nkurunziza au cours de son message à la nation. Il a annoncé la nomination imminente de nouveaux membres de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) qui vont être choisis parmi "des hommes et femmes reconnus pour leurs qualités, probité, compétence et capacités de travailler en toute neutralité". Le président burundais a également indiqué que des amendements seront apportés à certains articles de la Constitution, du Code électoral et de la Loi communale afin d'assurer "le bon déroulement" des prochaines élections générales, prévues en 2015. La célébration du deuxième anniversaire du second mandat de Pierre Nkurunziza a été marquée par des prières aux côtés de la famille présidentielle et de tout le gotha politique national pour "rendre grâce à Dieu". Depuis l'avènement du multipartisme, en 1992, le président Nkurunziza est le seul à avoir deux mandats à la tête du pays. Seul candidat lors de l'élection présidentielle de 2010, boycottée par l'opposition, il a été élu pour un second mandat de cinq ans avec 98,5% des voix. Le Burundi a inauguré le multipartisme dans la douleur avec l'assassinat du premier président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, suite au coup d'Etat militaire de 1993 qui ne l'aura laissé au pouvoir que pendant trois mois.